



Munich Personal RePEc Archive

# **Creative Industry Development and reduction of Youth Unemployment in Cameroon: A Social Accounting Matrix Approach**

NGUENA, Christian L.

University of Yaounde 2 - CEREG

3 February 2013

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/49413/>  
MPRA Paper No. 49413, posted 01 Sep 2013 17:43 UTC

# **“Développement de l’Industrie Créative et Réduction du Chômage des Jeunes au Cameroun : une Approche par la Matrice de Comptabilité Sociale”**

Christian Lambert NGUENA \*

CEREG (Centre for Research and Study in Economics and Management), Cameroon

---

## **Résumé:**

Dans un contexte de chômage des jeunes élevé, cet article examine et mesure l’importance du développement de l’industrie créative dans la lutte contre le chômage des jeunes au Cameroun. L’on a effectué une analyse qualitative et quantitative du marché du travail des jeunes, ainsi que de la matrice de comptabilité sociale du Cameroun que l’on a construit au préalable, complétée par petite enquête. Les résultats de cette analyse ont conduits à des recommandations de politique pour le développement de l’industrie créative au Cameroun qui, en revêtant un aspect multidimensionnel, contribuerait davantage à résorber une bonne partie de ce chômage.

*Mots clés* : Chômage des jeunes ; Industrie créative ; Matrice de Comptabilité Sociale (MCS) ; Marché du travail.

*JEL Classification* :

## **Abstract:**

The aim of this article is to examine and measure the importance of the development of the creative industry in the fight against youth unemployment in Cameroon. To achieve this assignment we conducted a quantitative and qualitative analysis of youth labor market and an analysis of the social accounting matrix of Cameroon that we constructed supplemented by a small survey. This analysis allowed us to highlight the fact that youth are most affected by unemployment and to present policy recommendations for the development of the creative industry of Cameroon which, with its multidimensional aspect, could contribute more to absorb much of youth unemployment than now.

*Key word*: Youth unemployment; Creative industry; Social Accounting Matrix (SAM); Labor market.

## **INTRODUCTION**

*Chômage, les jeunes sont les plus touchés...*

Le BIT<sup>1</sup> (2012) en remarquant qu’en 2012 près de 75 millions de jeunes dans le monde et en particulier en Afrique ont des problèmes liés à l’emploi (n’ont jamais travaillé en majorité ou sont prisonniers d’emplois peu productifs, informels et sans sécurité), affirme qu’il est impératif d’agir. Sortant d’une sévère crise économique depuis les années 80, le Cameroun a enfin repris le chemin de la croissance suite à la dévaluation du Franc CFA et avec l’appui des institutions financières de Bretton Woods. En effet le taux de croissance oscille autour de 5% depuis les années 1996 contre un taux négatif avant ces années.

---

\* ✉: [clanguena@yahoo.fr](mailto:clanguena@yahoo.fr). ©. L’auteur remercie les chercheurs de l’UNECA (Nations Unies, Commission Economique pour l’Afrique) pour les remarques constructives et les commentaires des lecteurs anonymes qui ont contribué dans une certaine mesure à l’amélioration de cet article. Remerciement spécial à Mlle Estelle Carine Magne et M. Lonang pour la contribution à l’enquête et la construction de la MCS. Toutefois l’auteur reste le seul responsable du contenu et des erreurs qui peuvent subsister dans le texte.

<sup>1</sup> Bureau International du Travail.

Cependant l'observation à priori de l'évolution des statistiques mettent en avant le fait que ces améliorations sur le plan macroéconomique ne se sont pas traduits par une réduction du chômage des jeunes en particulier et partant de la pauvreté. La stagnation du niveau de pauvreté au Cameroun autour de 40% selon l'INS<sup>2</sup> s'expliquerait par la faible productivité du travail et le sous emploi de la population active. La jeunesse constituant la majeure partie de la population nationale (70%), est la couche sociale la plus touchée par cette situation selon l'INS ; Le passage de l'école à la vie active y est en effet difficile, l'employabilité après éducation, formation et/ou qualification n'est pas toujours au rendez vous<sup>3</sup>. La faible productivité du travail cohabitant avec la spécialisation de l'économie aux secteurs d'activité traditionnel inaccessibles par les jeunes ouvre sur la nécessité d'opter pour une alternative liée à l'exploration et l'appui sur de nouveaux secteurs d'activité notamment les activités créatives.

#### *Faiblesse de contribution des secteurs traditionnels...*

En adoptant une approche sectorielle en termes de contribution au PIB<sup>4</sup> et de résorption du chômage, l'on constate que les contributions des secteurs primaires et secondaires sont jusqu'aujourd'hui toujours en deca des attentes ; Ceci malgré le fait que jusqu'ici l'orientation politique général d'un point de vue économique du Cameroun a toujours eu plus d'attention à ces deux secteurs en comparaison au secteur tertiaire. En effet le DSRP<sup>5</sup> qui a guidé la politique économique Camerounaise avant le DSCE<sup>6</sup> ne prévoyait pas le développement des secteurs nouveaux tel que l'industrie créative. De son côté les activités créatrices se sont avérés plus productives en terme de potentiel et d'effectivité par rapport aux autres activités bénéficiant pourtant jusque là de plus sinon toute l'attention des pouvoirs publics. De plus cette catégorie d'activité, en présentant un aspect combinant la pratique et le loisir loin de la théorie, a le mérite de faciliter l'entrée dans le monde du travail pour les jeunes qui peuvent s'y insérer facilement ; Ce serait la raison pour laquelle ces activités créatrices ont connu ces 20 dernières années un essor considérable comme phénomène économique et social dans le monde. Cependant le niveau de développement effectif de ce type d'activités au Cameroun est bien en deçà de son potentiel.

Par ailleurs il est intéressant de noter que le développement de l'industrie créative est une réalité dans le monde et cela peut être ressenti au niveau des flux d'importation et d'exportation. Selon le CNUCED<sup>7</sup>, entre 2007 et 2011 le taux de croissance des exportations des services créatifs dans le monde est de 6,2% (8,8% pour les pays développés) contre 0,8% pour ce qui est des importations ; Soit une différence de 8%, ce qui fait des pays en général des nets exportateurs des services créatifs dans le monde. Pour ce qui est du Cameroun ce taux est de 2,2% pour les exportations et 9,3% pour les importations, soit une différence de

---

<sup>2</sup> Institut National de la Statistique.

<sup>3</sup> Ceci malgré des initiatives gouvernementales pour encourager l'insertion socioprofessionnelle des jeunes telles que la mise sur pied d'un ensemble de programmes et structures à savoir le Pajer-U (Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine), la SNI (Société Nationale d'Investissement), le PIASSI (Programme Intégré d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel), le FNE (Fond National de l'Emploi) et la Banque des PME.

<sup>4</sup> Produit Intérieur Brut.

<sup>5</sup> Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté.

<sup>6</sup> Document de Stratégie pour le Croissance et l'Emploi.

<sup>7</sup> Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement.

7,1% rendant ce pays net importateur des services créatifs. Ceci constitue un manque à gagner en terme croissance économique et de résorbions du chômage des jeunes dans ce pays.

A la suite de cette présentation, l'on est en droit de se demander si l'industrie créative aide à réduire le chômage des jeunes au Cameroun ; Si oui à quel degré pour aboutir à des recommandations pour le développement de ce type d'industrie d'un nouveau genre.

Pour répondre à ce questionnement l'on compte dans un premier temps présenter un aperçu évolutif du marché du travail des jeunes au Cameroun sous tous ses aspects ; Deuxièmement ressortir la contribution générale et évolutive des activités créatives à la réduction du chômage des jeunes et au PIB ainsi que les politiques de développement des activités créatrices mises en œuvre par le gouvernement pour l'expansion des industries créatives; Enfin sur la base d'une enquête qualitative et de l'analyse quantitative de la MCS, l'on va faire la lumière sur l'aspect multidimensionnel des activités créatives (notamment ses liens avec la planification urbaine, la migration, la classe sociale, de la technologie, le tourisme, la protection sociale et/ou l'éducation) et son impact sur le chômage des jeunes.

## **1. ANALYSE EVOLUTIVE DU MARCHE DU TRAVAIL DES JEUNES AU CAMEROUN:**

Le Cameroun a connu une légère embellie en terme de croissance économique suite à l'atteinte en 2006 du point d'achèvement PPTE<sup>8</sup> et la relance des matières premières les deux années qui ont suivi. Cependant cette croissance reste fragile tant dans sa stabilité dynamique que dans ses effets attendus sur l'amélioration des conditions de vie alors que le Pays est confronté à l'arrivée sur le marché du travail d'une population active de plus en plus nombreuse (doublant pratiquement tous les 25/30 ans selon l'INS). Cette croissance démographique se caractérise par une forte proportion de jeunes qui génère une importante main d'œuvre que le système ne peut actuellement contenir et qui de ce fait, est contrainte de se recycler dans des activités informelles, mal rémunérées et sans adéquation avec leur formation.

### **1.1. Taux de chômage:**

Le chômage résulte d'un déséquilibre sur le marché du travail traduisant une offre excédant la demande de main d'œuvre. Etant donné la croissance toujours pressante de la démographie camerounaise et son impact direct sur le volume de la population active, un grand nombre de ménage ne parvient pas à valoriser la totalité de leur force de travail pour bénéficier d'un revenu leur permettant de se mettre à l'abri de la pauvreté. Cette situation tend à expliquer le chômage élevé des jeunes au Cameroun.

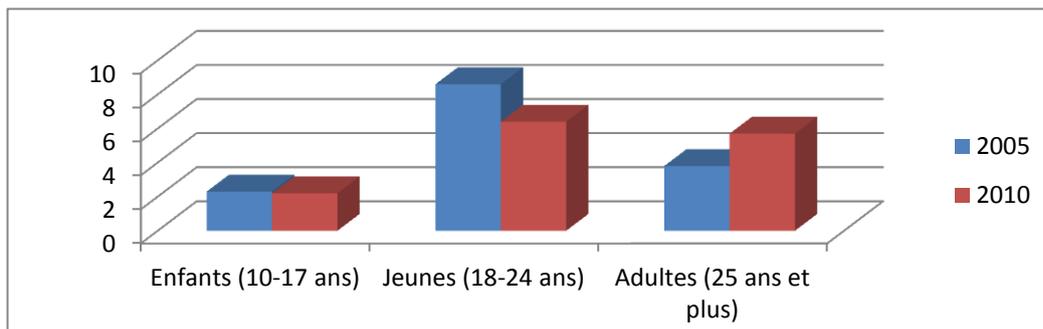
#### **1.1.1. Taux de chômage selon l'âge :**

Une analyse du phénomène de chômage selon l'âge des individus fait apparaître que les chômeurs sont pour la plupart des jeunes adultes dont l'âge moyen est de 27 ans. Cet âge moyen varie très peu selon le sexe des chômeurs. Il est d'environ 28 ans et 26 ans respectivement chez les hommes et les femmes avec un écart d'âge légèrement plus grand entre le milieu urbain et rural.

---

<sup>8</sup> Pays Pauvre et Très Endette.

**Figure 1:** Evolution du taux de chômage en fonction de l'âge.



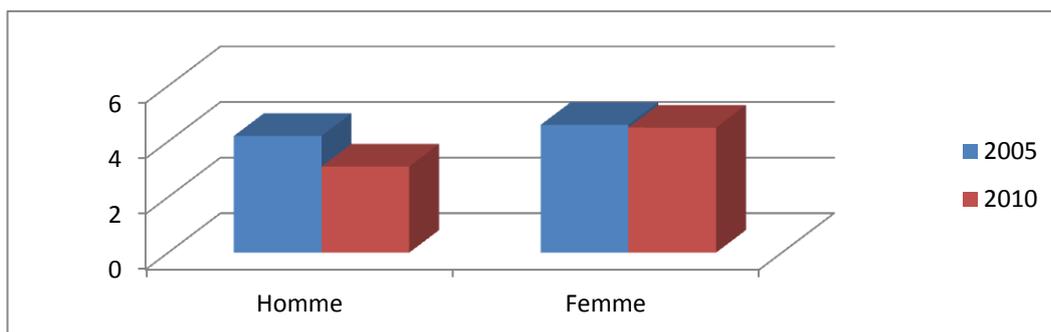
Source : Calculs de l'auteur à base des données de l'INS.

En observant le graphique si dessus, l'on remarque que les agents économiques de tranche d'âge comprise entre 18 et 24 ans sont les plus touchés par le chômage. Il existe donc un réel problème de chômage des jeunes au Cameroun.

### 1.1.2. Taux de chômage selon le sexe :

L'observation du graphique si dessous nous montre clairement que les femmes sont les plus touchés par le chômage que les hommes au Cameroun.

**Figure 2:** Evolution du taux de chômage en fonction du sexe.



Source : Calcul de l'auteur à partir des données de l'INS.

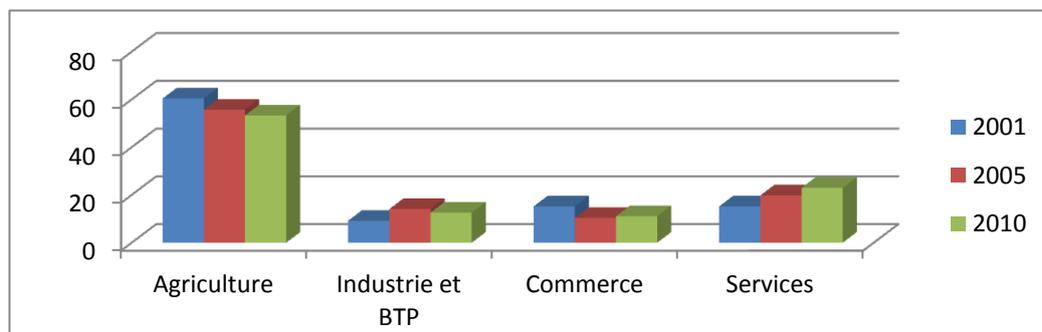
## 1.2. Distribution de la main-d'œuvre:

L'on compte présenter ici la situation d'activité de la population du Cameroun constituée à un peu plus 50% de des personnes dont l'âge varie entre 15 et 64 ans. L'insertion sur le marché du travail concerne la main d'œuvre engagée sur l'ensemble du territoire pour la production des biens et services. Sur l'ensemble de la population Camerounaise en âge de travailler en 2011, 3,9 millions sont des personnes inactives (n'ont pas d'emploi et n'en recherchent pas), soit 31% de la population totale. Les deux principaux groupes d'inactifs sont constitués des jeunes en cours de scolarisation (66,6% ; 72,3% en milieu urbain et 60,2% en milieu rural) et les femmes au foyer (14,1%). La proportion de personnes inactives à cause d'une maladie de longue durée est de 8% et celle des retraités est de 2,1%. Toutefois les femmes au foyer et les malades de longue durée sont plus présents en milieu rural, respectivement 17,4% et 11,2%. Nous comptons ici décrire l'évolution de la main d'œuvre au Cameroun (taux d'activité / d'emploi) en fonction du secteur d'activité, de l'âge, du genre et de niveau d'éducation.

### 1.2.1. La répartition par activité économique / secteur:

Le graphique ci-dessous présente le taux d'emploi par secteur d'activité. À la lumière de ce graphique, on remarque que le secteur agricole est le secteur qui emploie le plus au Cameroun sur une période de 2001 à 2010. Il est suivi du secteur des services.

**Figure 3:** Taux d'emploi par secteur d'activité économique.



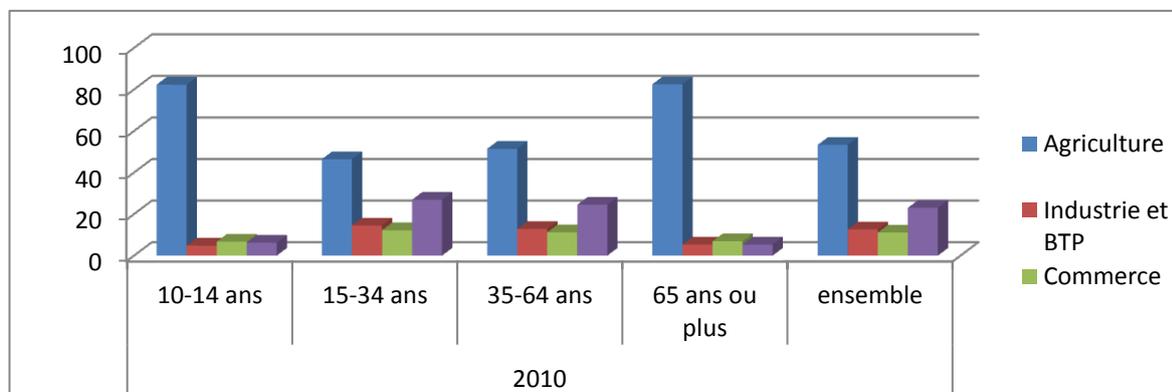
Source : calculs de l'auteur à partir des données de l'INS.

Deux dichotomies cohabitent dans les économies sous-développées : les secteurs public et privé et des secteurs formel et informel. Est considérée comme activité informelle, toute activité n'ayant pas un numéro de contribuable ou n'établissant pas une comptabilité formelle. Selon les enquêtes des ménages Camerounais ECAM<sup>9</sup> 1, 2 et 3, le secteur informel concentre plus actifs et absorbe plus de 84% de la population occupée. Il s'en suit que l'appartenance au secteur informel pour un travailleur l'expose plus à la pauvreté qu'un travailleur du secteur formel puisque parmi les actifs occupés pauvres, un peu plus de 95% exercent dans le secteur informel et ont quatre fois plus de chance d'être pauvre que ceux du formel.

### 1.2.2. La structure par âge et par secteur :

Selon les résultats des enquêtes démographiques du Cameroun de 1976 à 2010, on note une évolution à taux croissant de la population. Sur toute cette période, il est également important de noter que les jeunes de 15 à 64 ans constituent la plus grande proportion (un peu plus de 50%) contre 44% pour les moins de 15 ans et 3% pour les plus de 65 ans. Cette remarque met en exergue le fait que les jeunes constituent potentiellement la plus grande source de force de travail au Cameroun.

**Figure 4:** Evolution du taux d'emploi par âge et par secteur d'activité économique.



Source : calculs de l'auteur à partir des données de l'INS.

<sup>9</sup> Enquête Camerounaise Auprès des Ménages.

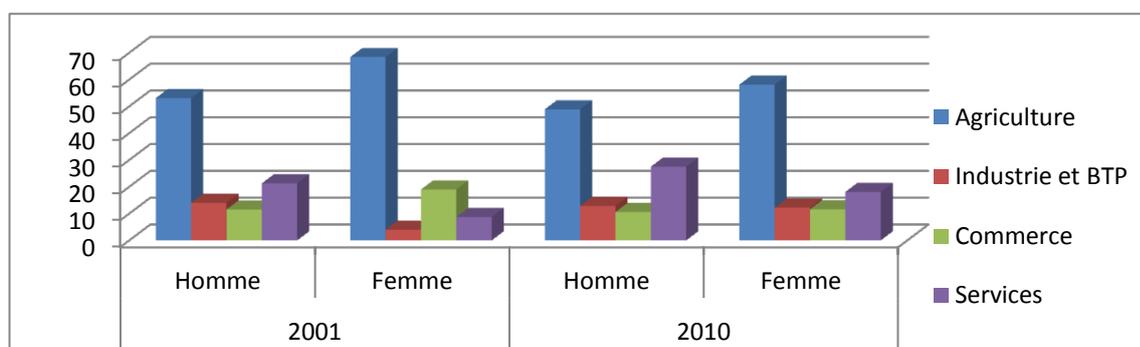
En observant le graphique si dessus l'on remarque que les jeunes de 15 à 34 ans sont beaucoup plus employés par le secteur agricole, suivie du secteur des services ; Les secteurs des industries et du commerce s'avèrent être les secteurs qui emploie le moins les jeunes. Ce constat est similaire pour les agents économiques ayant une tranche d'âge comprise entre 35 et 64 ans. Cependant lorsque l'on va au-delà de 64 ans le taux d'emploi du secteur des services baisse considérablement ainsi que celui des autres secteurs à l'exception du secteur agricole qui reste élevé.

La conclusion que l'on peut tirer de cette description statistique est que si l'on veut maximiser l'emploi des jeunes sans toutefois les contraindre à l'agriculture il faut développer le secteur des services qui contient en effet les activités créatives.

### 1.2.3. La répartition par secteur et par sexes.

Comme le montre le graphique si dessous l'on remarque que la structure du niveau des emplois est quasiment la même pour les hommes et les femmes même si c'est à des proportions différentes.

Figure 5: Evolution du taux d'activité / d'emploi par secteur et par sexe.

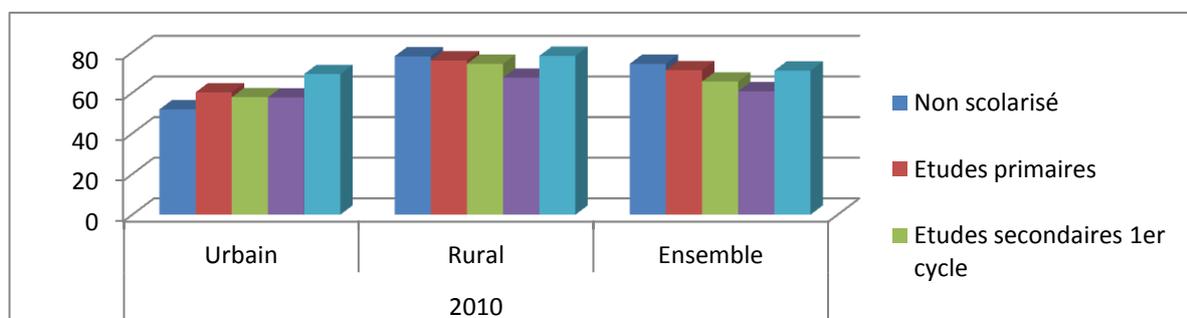


Source : calculs de l'auteur à partir des données de l'INS.

### 1.2.4. La répartition par niveau de scolarité et par lieu de résidence.

En ce qui concerne la répartition de l'emploi par niveau de scolarité et lieu de résidence, la figure si dessous ressort que les plus scolarisés sont les plus employés dans les zones urbaines du Cameroun tandis que les moins scolarisés sont les plus employés dans les zones rurales.

Figure 6: Taux d'emploi par niveau de scolarité par lieu de résidence.

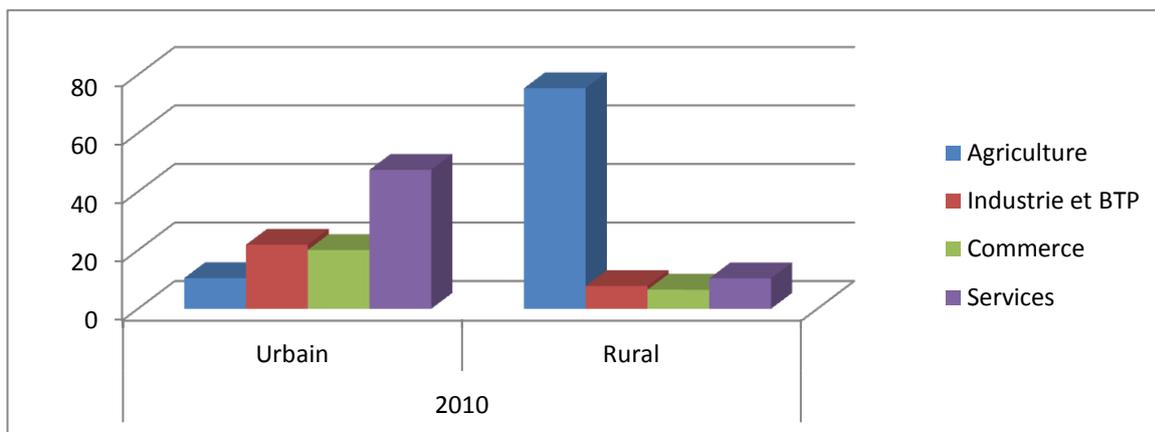


Source : calculs de l'auteur à partir des données de l'INS.

### 1.2.5. La répartition par lieu de résidence et par secteur.

En zone urbaine le secteur des services emploi le plus tandis qu'en zone rurale c'est plutôt le secteur agricole qui emploi le plus.

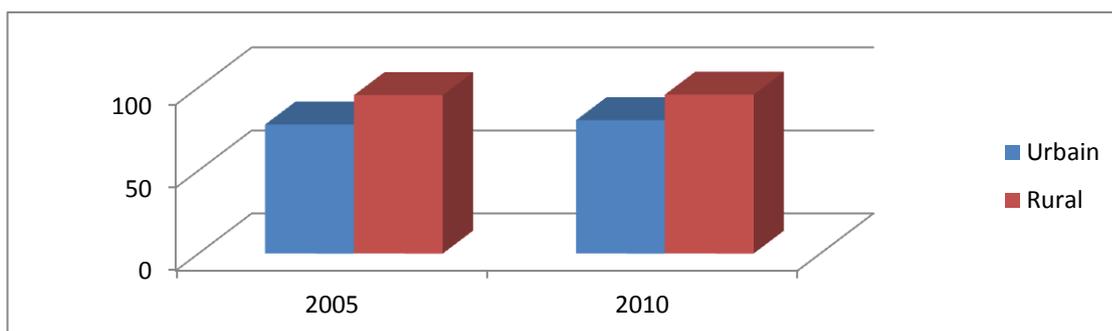
**Figure 7:** Taux d'emploi par lieu de résidence et par secteur d'activité économique en 2010.



Source : calculs de l'auteur à partir des données de l'INS.

### 1.3. Marché du travail Formel et informel :

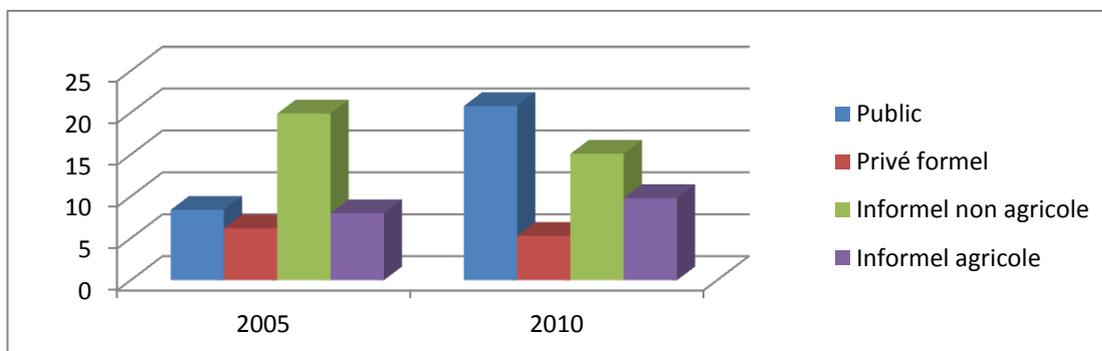
**Figure 8:** Taux d'informalité des emplois par lieu de résidence.



Source : calculs de l'auteur à partir des données de l'INS.

L'on décompte plus d'emploi informel en zone rurale au Cameroun relativement à la zone urbaine.

**Figure 9:** Taux de sous emploi par secteur institutionnel



Source : calculs de l'auteur à partir des données de l'INS.

En observant le graphique si dessus l'on remarque qu'en 2005 c'est le secteur informel non agricole qui emploi le plus au Cameroun ; En 2010 ce secteur est rejoint et dépassé par le secteur public comme les secteurs qui emploient le plus au Cameroun.

Malgré la multiplicité des rapports et articles que l'enquête EESI a suscités, l'analyse du marché du travail lié aux activités créatives y est abordée de façon marginale. En dehors de l'INS, plusieurs autres études portant sur l'analyse de la pauvreté ou du marché du travail au Cameroun apportent une compréhension à ces phénomènes ; Toutefois elles restent muettes quand il s'agit de se focaliser sur les activités créatives.

## **2. MARCHE DU TRAVAIL DES JEUNES ET ECONOMIE CREATIVE AU CAMEROUN:**

Après avoir caractérisé précédemment le marché du travail Camerounais, l'on compte ici présenter les activités créatives du Cameroun et ressortir leur lien avec l'employabilité des jeunes à travers le marché du travail.

### **2.1. Examen de l'économie créative et élaboration d'un cadre de classification des activités créatives au Cameroun:**

En économie l'on distingue trois types de secteurs traditionnels qui sont le secteur primaire, le secteur secondaire et le secteur tertiaire. En faisant référence à la comptabilité nationale Camerounaise et aux comptes provisoires et définitifs, en général nous dénombrons les principaux secteurs d'activité suivant : Le secteur de l'agriculture, l'élevage et la pêche ; L'industrie et le BTP (Bâtiment et Travaux Public) ; Le commerce ; Les services (transport, voyages, assurance, autres services aux entreprises, BTP). Les industries créatives sont celles *«dans lesquelles le produit ou le service inclut une contribution essentielle de type artistique ou créatif, et qui sont habituellement porteurs de valeur culturelle, artistique ou de loisir»* (Barrère 2006), à savoir l'édition, les arts visuels, le spectacle vivant, la musique, le cinéma, la télévision, la mode, la gastronomie. Bref, elles correspondent à une définition souple des industries et activités culturelles. Selon Elsa et Tremblay (2010), l'émergence du terme « économie créative » s'inscrit dans un contexte de convergence entre des innovations technologiques (numérique), le travail créateur, et les logiques industrielles (d'organisation de filières, de structures entrepreneuriales, de financement). L'économie créative recouvre généralement les industries culturelles, mais va bien au-delà en incluant un ensemble de secteurs qui n'étaient pas inclus traditionnellement dans les industries culturelles, bien que nombre de nouveaux secteurs prennent un certain temps à être intégrés dans les statistiques officielles. Les secteurs du multimédia et du jeu vidéo ont ainsi rapidement été vus comme faisant partie de l'économie créative, tout comme certains secteurs des technologies de l'information, mais ils ne font pas nécessairement partie des industries créatives. Les frontières sont floues et pas toujours faciles à distinguer ou identifier et selon les objectifs, on peut parfois modifier quelque peu les frontières entre les concepts, notamment selon qu'on s'intéresse au processus de création, à la réalisation ou à la diffusion des produits créatifs, ou encore aux individus et aux catégories d'emploi. D'autres auteurs distinguent les industries culturelles des activités liés aux nouvelles technologies (édition de logiciels, de jeux vidéos), ou par le caractère reproductibles des produits, biens et services, ou encore selon le degré de créativité mobilisé par la production (mais reste à savoir comment il se mesure) (Liefoghe,

2009). Paris (2010) lui, préfère parler d'industries de la création, c'est-à-dire d'industries basées sur des activités de création, car, selon une analyse grammaticale, l'expression « industries créatives » signifierait une qualité (être créative) attribuée à certaines industries ; ce qui par défaut sous entend que les autres industries n'ont pas cette qualité et ne sont pas créatives.

Comme le montre le tableau 1 en annexe parmi ces secteurs d'activités l'on peut considérer les activités créatives existant effectivement au Cameroun qui sont les suivantes : La musique, le sport, la télévision, la radio, le cinéma, l'art plastique, architecture, la mode, le design, les logiciels, les jeux, la vidéo et l'ordinateur, internet, l'électronique, les musées, les librairies, la publicité, l'art graphique et visuel, la photographie, les biens de ménage, les jouets...etc. Notons qu'il n'existe pas une classification normée à nos jours au Cameroun sur les activités créatives. Toutefois à la lumière des observations sur le terrain lors de notre enquête et de la classification des secteurs d'activités de l'économie créative de Greffe, Puech et al. (2006) l'on peut présenter dans le tableau 5 en annexe les biens créatifs existant au Cameroun par catégories. L'on remarque que la quasi totalité des activités créatives est représentée au Cameroun. Toutefois en terme d'activités les plus courantes et partant d'impact potentiel sur l'emploi des jeune l'on va retenir seulement les plus pertinents pour la suite de notre analyse.

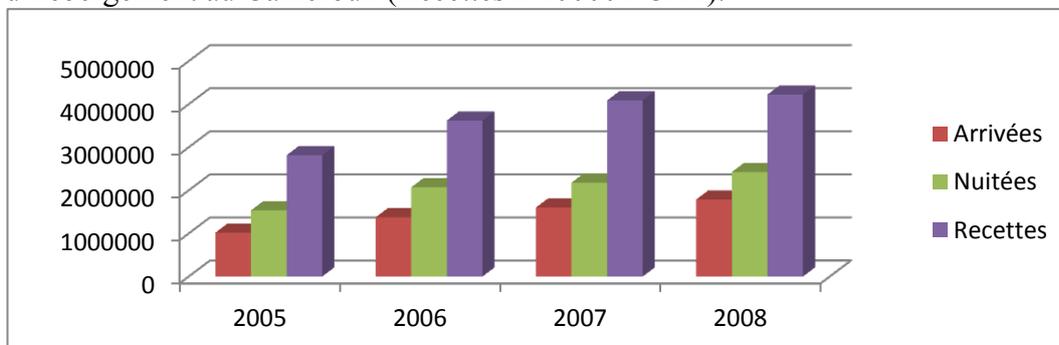
## 2.2. Argumentation du choix des activités créatives retenues pour le cas du Cameroun:

Le secteur tertiaire et partant les activités créatives contribuent au PIB et partant à l'emploi des jeunes au Cameroun. Parmi l'ensemble des activités créatives présentes au Cameroun, l'on peut dénombrer trois spécifiques en termes de contribution au PIB et à l'emploi des jeunes notamment le tourisme, le sport et la musique.

### ✓ *Le tourisme et l'emploi des jeunes:*

En observant le graphique si dessous l'on constate bel et bien que les arrivées, nuitées et recettes dans les établissements d'hébergement de même que les visites touristiques dans les sites touristiques et parc d'attraction suivent un sentier croissant au Cameroun synonyme de croissance implicite d'offre d'emploi. Le taux d'entrée au zoo de Mvog-Betsi qui est un site touristique par exemple est passé de 39.892 en 2006 à 61.345 en 2009 selon le MINFOF<sup>10</sup>.

**Figure 10:** Evolution des arrivées, des nuitées et des recettes dans les établissements d'hébergement au Cameroun (Recettes x 10000 FCFA).



Source : Auteur à partir des données du MINTOUR<sup>11</sup>.

<sup>10</sup> Ministère des Forêts et de la Faune.

<sup>11</sup> Ministère du tourisme et des loisirs.

De même l'évolution des recettes liées aux activités touristiques a aboutit en 2009 selon l'INS à la génération de 23.526 emplois au Cameroun.

L'offre connaît aussi une croissance au Cameroun ; En effet on note une évolution croissante du nombre de chambre (qui passe de 23.762 en 2006 à 33.089 en 2008 selon les statistiques du MINFOF), des établissements de restauration (499 en 2009), des établissements de loisirs (195 en 2009) et agences de voyage (111 en 2009 selon les statistiques du MINTOUR).

D'après les statistiques fournies par le ministère du tourisme, le Cameroun a accueilli en 2006 quelque 451.000 touristes étrangers (inférieur à la barre des 500. 000 touristes par an, fixée par l'OMT (Organisation Mondiale du Tourisme) pour figurer dans la liste de destinations touristiques). Cette barre a finalement été franchie en 2010 en faisant du Cameroun une « destination touristique » avec l'arrivée de 572.729 touristes synonyme de potentiel grandissant en terme d'activité et partant de création d'emploi.

✓ *Le sport et l'emploi des jeunes:*

Le sport au Cameroun connaît une évolution croissante en termes de recettes et partant de potentiel d'emploi des jeunes. En effet l'état à travers le MINSEP<sup>12</sup> a vu son budget d'investissement dans le sport augmenter passant de 2.898.000.000 FCFA en 2008 à 5.950.000.000 FCFA en 2013. Cette croissance des investissements met en avant la reconnaissance par l'Etat des retombées sportives, économiques et financières du sport. Le résultat de cet investissement est palpable ; Selon le MINJEUN<sup>13</sup> on dénombre au Cameroun un paysage infrastructurel qui comprend en 2009 plus de 595 centres sportifs sur toute l'étendue du territoire national. A travers le PNDIS, le gouvernement est en train de considérablement revoir les infrastructures sportives au Cameroun à la hausse.

✓ *La musique et l'emploi des jeunes:*

La musique est un secteur qui connaît une croissance en termes de recette et d'emploi des jeunes. En effet selon les statistiques de la SOCAM<sup>14</sup> en 2012, 65% des effectifs des inscrits pour faire valoir leur droit d'artiste musicien sont des jeunes. De même selon les statistiques du MINCULT<sup>15</sup>, le nombre de ces artistes musiciens connaît aussi une croissance passant de 1011 en 2005 à 3874 en 2012. De plus les recettes engrangées et réparties aux artistes inscrits sous forme de droit d'auteur par cette structure de gestion des droits des artistes musiciens ont connus une croissance passant de 297.787.334 FCFA en 2010 à 653.053.368 FCFA en 2012, preuve que ce secteur est incontestablement une mine à emploi pour les jeunes au Cameroun. L'Etat Camerounais en allouant un budget d'investissement croissant a permis le développement des infrastructures culturelles ; En effet selon le MINJEUN, on dénombrait déjà en 2009 603 salles de spectacle, 26 discothèques, 1322 centres culturels et 377 foyers des jeunes.

En récapitulatif les activités créatives que sont le tourisme, le sport et la musique au Cameroun sont des mines potentielles et effectives d'emploi pour les jeunes ; Ces activités

---

<sup>12</sup> Ministère des Sports et de l'Education Physique.

<sup>13</sup> Ministère de la Jeunesse.

<sup>14</sup> Société Civile Camerounaise de l'Art Musical.

<sup>15</sup> Ministère de la culture et de la promotion des arts.

devraient donc être encadrées par des politiques expressément mise en œuvre par le gouvernement pour les maintenir sur le sentier de la croissance.

### **2.3. Contribution des industries créatives à la valeur ajoutée et l'emploi:**

Il est difficile de rendre compte du poids des industries culturelles et créatives dans les économies nationales, car certains pays n'ont pas défini ces catégories dans leurs statistiques nationales, mais surtout parce que d'un pays à l'autre, la délimitation et la construction de cet appareil statistique varient. Les activités comprises dans le secteur des industries créatives ne sont pas les mêmes. En fonction du Pays nous ne pouvons avoir à faire par exemple qu'aux activités à dimension industrielles (radio, télévision, cinéma, musique, édition, presse, imprimerie) (Camors, Soulard et al., 2006) alors que d'autres considèrent l'ensemble du secteur culturel, à but lucratif ou non, public ou privé (architecture, musée, arts plastiques, spectacle vivant, disque...) (Lacroix, 2009).

Pour le cas spécifique du Cameroun, l'observation des contributions sectorielles au PIB présenté dans le tableau 2 en annexe donne une appréciation de la contribution des industries créatives à la valeur ajoutée et l'emploi. En observant le tableau 2 en annexe, l'on remarque que le secteur tertiaire contenant les activités créatives est le seul secteur dont la contribution au PIB croit à taux constant (on passe en effet de 2,6% en 2008 à 5,4% en 2012), les autres secteurs à savoir le secteur primaire et secondaire sont stables, décroissants ou croient à des taux irréguliers. De plus lorsque l'on compare le taux de contribution du secteur tertiaire au PIB, l'on se rend compte que ces taux sont pratiquement les mêmes sur les 5 années. Cette contribution croissante du secteur tertiaire contenant les activités créatives au PIB est synonyme de création d'emploi pour les jeunes car ces activités s'avèrent comme on l'a expliqué en introduction plus adaptés aux caractéristiques et aspirations de la jeunesse Camerounaise.

A titre d'exemple la création d'emplois est l'un des plus cités pour expliquer les avantages du développement du tourisme. Ce dernier a engendré plusieurs emplois au fur et à mesure de son évolution au Cameroun. En dehors de la présence des établissements hôteliers, on note la prolifération d'autres métiers tels que les guides touristiques, restaurateurs, vendeurs d'objets d'art...etc.

Pour ce qui est de l'emploi salarié, on a les emplois directs (emplois hôteliers, touristiques, et administratifs liés à la gestion du tourisme), les emplois indirects (transport, artisanat, industrie alimentaire...etc.) et les petits métiers du secteur informel (commerçants ambulants...etc.).

En outre comme le sport et la musique, le tourisme au Cameroun génère des revenus en direction d'autres secteurs d'activités, notamment le transport, le commerce, l'agriculture, les banques...etc. Les industries locales telles que les brasseries du Cameroun, vendent leurs nombreux produits aux hôtels nationaux que fréquentent les touristes étrangers. Les industries locales produisent les tissus pour l'habillement, les boissons, les produits domestiques et autres qui sont consommés par les touristes.

En matière de transport on peut affirmer que le Cameroun avec la SOCATOUR<sup>16</sup> et la compagnie nationale CAMAIRCO<sup>17</sup>, ont tiré des bénéfices de l'activité touristique. Les opérations « *Week-end Safari* » autrefois organisés par la défunte CAMAIR<sup>18</sup>, ont mobilisé un nombre important de touristes qui ont drainé des revenus financiers importants dans ce secteur. Mais aujourd'hui on déplore la disparition de ces opérations qui sans nul doute étaient rentables pour l'état camerounais et à l'origine de plusieurs emplois créés.

A cette activité créative spécifique peut s'ajouter le sport et la musique comme autres activités importantes au Cameroun en termes de potentiel et d'effectif de création d'emploi.

### **3. IMPACT DES ACTIVITES CREATIVES SUR L'EMPLOI DES JEUNES AU CAMEROUN : ANALYSE QUALITATIVE ET QUANTITATIVE A LAIDE DE LA MCS:**

Une meilleure compréhension de l'impact des activités créatives sur l'emploi des jeunes au Cameroun et une évaluation des politiques économiques potentielles ou effectives passe par la constitution d'une MCS. Cette section a donc pour objectif de ressortir et d'effectuer une analyse préliminaire de la MCS. L'on va compléter cette analyse par les résultats d'une enquête que nous avons menée auprès des acteurs dans le processus.

#### **3.1. Analyse quantitative à l'aide d'une MCS:**

Cette section propose une construction de la MCS du Cameroun pour l'analyse des impacts socio-économiques des politiques économiques pour le développement des activités créatives et l'emploi des jeunes sous son aspect multidimensionnel. La description des données ainsi que le concept et la structure d'une MCS seront d'abord présentés. Ensuite, l'on va procéder à une analyse de ces données.

##### **3.1.1. Description des sources de données et montage de la MCS :**

Les données relatives au secteur des activités créatives et à l'emploi des jeunes proviennent de l'INS du Cameroun. Elles sont de plusieurs sources notamment :

- Les administrations : qui produisent les informations concernant les stratégies/actions envisagées, le commerce extérieur, les finances publiques, la dette, la situation monétaire...etc. ;
- Les entreprises : qui donnent des informations sur la perception de l'activité économique nationale. Celles-ci sont généralement collectées dans le cadre des enquêtes de conjoncture ;
- Source de données à l'international : qui fournissent les informations sur l'environnement économique international. On y retrouve également les données concernant les cours des matières premières, le taux de change...etc.

La disponibilité des données infra-annuelles font cadrage macroéconomique à la base de la MCS un exercice continu : elles permettent de réviser les estimations de l'année en cours et d'améliorer les projections pour les années suivantes. La mise à jour de ce cadrage est tributaire de celle des quatre comptes macroéconomiques dont la maîtrise des interrelations

---

<sup>16</sup> Société Camerounaise de Tourisme.

<sup>17</sup> Cameroon Airlines Corporation.

<sup>18</sup> Cameroon Airlines.

est fondamentale à savoir : les comptes nationaux, les finances publiques, la balance des paiements et la situation monétaire.

Les données utilisées pour la mise à jour des comptes nationaux proviennent essentiellement de l'INS. Mais ces données qu'elles soient définitives ou provisoires sont souvent produites avec un retard considérable. C'est ainsi qu'à l'heure actuelle l'INS ne dispose des comptes définitifs que jusqu'à l'année 2005, le reste des comptes jusqu'en 2011 sont tous provisoires. De même la MCS qui doit se faire sur la base des comptes définitifs pour plus de crédibilité doit dater de 2005 avant d'être projeté à l'aide des hypothèses sur des années plus récentes. La mise à jour à travers une projection doit tenir compte de l'évolution passée de l'agrégat, de l'environnement économique ainsi que de la stratégie sectorielle du secteur. Dans le souci du suivi de l'activité économique et de l'amélioration de la qualité des projections, l'on a généralement recours aux enquêtes de conjoncture et aux stratégies sectorielles pour pallier l'absence de fraîcheur de l'information sur les secteurs d'activités. Lorsque les comptes nationaux définitifs sont publiés par l'INS, les données y relatives sont intégrées dans le modèle et permettent de mettre les données historiques à jour ainsi que celles des projections réalisées.

En considérant que la cohérence des données n'est disponible que pour l'année 2005 à l'INS, nous avons monté la MCS disponible en annexe à partir des TCEI<sup>19</sup> et TRE<sup>20</sup> ayant pour année de base 2005. L'on a pris le soin de ressortir les branches qui sont concernées par notre étude ; En effet selon la nomenclature des produits, le compte « *service d'informations et de communication* » contient le sous compte « *service de production et distribution de film de cinéma, vidéo et d'émission télévision; enregistrement de son et de musique* » et le compte « *autres services* » contient les sous comptes « *services récréatifs, culturels et sportifs* », « *services de spectacle* », « *services liés au sport* » et « *services récréatifs* ». De même dans les branches d'activités nous avons les sous branches « *restaurants et hôtels* » et « *autres services* ». Ainsi les secteurs du sport, de la musique et du tourisme sont compris dans les sous secteurs qui apparaissent dans la MCS en annexe. L'observation de cette MCS est à la base de l'analyse qui va suivre.

La présentation sommairement du concept et de la structure de la MCS du Cameroun est importante pour la suite de l'analyse.

Une MCS est un tableau synoptique, qui se réfère à une certaine période, représentant le processus de production, distribution et redistribution du revenu qui se déroule entre les secteurs, les facteurs de production, les agents d'un système économique et le « Reste Du Monde » (RDM, à savoir, l'ensemble des agents externes au système économique considéré). Etant une représentation de l'ensemble du système économique, la MCS permet de faire ressortir les interrelations et le flux circulaire du revenu entre les biens, la production, les facteurs, et les institutions.

D'un point de vue technique, la MCS est un tableau carré à double entrée qui regroupe en ligne et en colonne une série de catégories de comptes, qui sont normalement les comptes des biens et services, des activités de production, des facteurs de production, des institutions

<sup>19</sup> Tableau des Comptes Economiques Intégrés.

<sup>20</sup> Tableau Ressource Emploi.

(agents économiques), du capital et du reste du monde. Chaque catégorie peut normalement être désagrégée en plusieurs comptes, les recettes et les paiements, lesquels peuvent être rapportés sur des lignes et colonnes spécifiques.

### 3.1.2. Analyse de la MCS :

La présente section regroupe un ensemble de matériels consacrés à l'analyse d'impact des options des politiques sur le développement des activités créatives et l'emploi des jeunes sous son aspect multidimensionnel. Par exemple il est utile de fournir des informations sur les probables impacts socio-économiques en terme de développement des activités créatives des mesures telles que le soutien des investissements privés, la subvention des exports ou la protection vis-à-vis des importations, les réformes fiscales, les politiques d'investissements infrastructurels et des mesures de politique sectorielle ou sous - sectorielle spécifiques.

La MCS du Cameroun en annexe permet de ressortir la structure de l'économie Camerounaise à travers les flux des recettes (lecture par ligne des comptes) et des paiements (lecture par colonne des comptes) de chaque compte vis-à-vis des autres. En effet La MCS du Cameroun en annexe à travers cette organisation, présente une image qui révèle beaucoup de choses sur la structure économique du pays puisqu'elle permet la description des activités de production, de la composition et de l'emploi des revenus des ménages, de la consommation, de l'épargne, de l'investissement et du commerce extérieur. L'observation de cette MCS peut nous permettre de calculer les indicateurs de la structure économique.

La lecture de la MCS du Cameroun en colonne donne les informations suivantes:

- Les paiements des comptes des produits : Les comptes « *service d'information et de communication* » et « *autres services* » paient aux branches d'activités 905542 et des taxes en direction de l'Etat à hauteur de 27915. Enfin ils paient au reste du monde 147014 ;

- Les paiements des comptes des activités par branche : Pour produire 17 287 210 d'output, les branches d'activités doivent payer en plus de 7 015 544 aux « *autres produits* », 222 088 au compte « *service d'information et de communication* » et 140 013 au compte « *autres services* » ; Elles doivent payer 2 278 603 au facteur travail et 7 596 672 au facteur capital ; En outre elles doivent verser à l'Etat 34 290 de taxes ;

✓ Les paiements des comptes des institutions : Les ménages Camerounais paient 502145 pour la consommation des « *services d'information et de communication* » et « *autres services* » en plus de 7094498 pour la consommation des autres produits ; Paient 112540 sous forme de taxe à l'Etat et 565403 comme transfert intra-ménage ; versent 43080 au compte financier l'épargne de la période et transfert 83 vers le RDM.

En outre les APU<sup>21</sup> et ISBL<sup>22</sup> versent respectivement 105 et 59896 pour le compte « *autres services* » ;

✓ Les paiements du compte capital : Le compte financier paie 3339 aux « *services d'informations et de communication* » sous forme d'investissement ;

---

<sup>21</sup> Administration Publique.

<sup>22</sup> Institut Sans But Lucratif.

✓ Les paiements du compte du RDM : Le compte RDM paie 152886 aux « services d'information et de communication » et « autre services » sous forme de revenue d'exportation ainsi que 5201 sous forme de rémunération du travail des nationaux pour le compte des étrangers.

En définitive l'observation et l'analyse de la MCS du Cameroun mettent en avant l'impact multidimensionnel que peut avoir le développement des activités créatives que sont le sport, la musique et le tourisme. Une étude qualitative basée sur des interviews s'avère nécessaire pour compléter notre analyse.

### **3.2. Analyse qualitative sur la base d'une enquête:**

Pour compléter cette analyse quantitative, l'on a procédé à une analyse qualitative à travers une enquête orienté vers les principaux concernées par le développement des activités créatives notamment les jeunes. L'on va voir comment le développement des activités créatives sous un aspect multidimensionnel c'est-à-dire via la planification urbaine, la migration, la classe sociale, la technologie, le tourisme, le bien-être social et l'éducation est un potentiel d'influence positif de l'emploi des jeunes.

#### **3.2.1. Sélection de l'échantillon et conception du questionnaire:**

L'évaluation de l'emploi dans les industries créatives est tout aussi délicate. Les métiers culturels et artistiques sont au cœur des productions des industries créatives puisque ce sont eux qui produisent la matière première, l'idée, le contenu créatif. Toutefois, Markusen (2008) souligne qu'il est difficile de repérer ces travailleurs, soit car ils sont comptabilisés comme les autres travailleurs d'une entreprises, soit parce que beaucoup exercent leur activité en indépendant, en dehors de l'entreprises industrielles, et que leur rapport à l'industrie se fait par contrat (d'auteur) et non en tant que salarié. Inversement, dans le secteur culturel, tous les emplois n'ont pas un contenu à proprement parler créatif (technicien, comptable, ...etc.), a fortiori dans les industries créatives.

Pour mieux percevoir la réalité du terrain et augmenter le seuil de confiance l'on a eu le souci de la représentativité de l'échantillon qui doit être considéré comme étant un modèle réduit et proportionnel à la population sujette de notre étude. A cet effet par ignorance de toute la composition de l'univers l'on a appliqué la méthode par intervalle régulier en se basant sur les aspects âge, sexe, région géographique et statut qui sont des variables dichotomiques pour monter l'échantillon. L'on a premièrement considéré des individus exclusivement jeunes pour respecter l'objet de cette étude, deuxièmement l'on a pris le soin de prendre le même nombre de femme et d'homme pour chaque type d'activités créatives, et troisièmement l'on a par soucis d'homogénéité considéré les individus des villes de Yaoundé et Douala dans les régions du centre et du littoral et quatrièmement enfin l'on a pris en compte le statut suivant que l'individu est responsable d'entreprise créative ou employé.

Au final comme le montre le tableau descriptif 4 en annexe l'on a interrogé 4 jeunes individus par sexe, ville, statut et type d'activités créatives; Ce qui a donné un total de 16 individus interrogés par activités créatives et donc 48 individus interrogés au total. L'on considère que cet échantillon stratifié est une image réduite de l'univers duquel il est extrait.

Pour des besoins d'analyse qualitative et sur la base de l'échantillonnage précédent, l'on a effectué des interviews auprès des acteurs des activités créatives retenus. Ces entretiens ayant pour but de compléter l'analyse de la MCS en permettant de cerner l'impact multidimensionnel du développement des activités créatives. À cette fin, les entretiens ont eu pour but de rassembler les informations selon le type d'activités créatives présentées dans le tableau 5 en annexe.

### **3.2.2. Résultats de l'enquête et analyse :**

Comme il a été expliqué plus haut pour nos interviews l'on a rencontré plusieurs acteurs par activités créatives retenus à savoir exerçant dans le sport (particulièrement le football), la musique et le tourisme. Pour le sport l'on a rencontré des propriétaires d'école de football et club ainsi que des footballeurs professionnels ; Pour la musique, l'on a rencontré des jeunes musiciens et des responsables d'orchestre ; Enfin pour le tourisme l'on a rencontré des agents touristiques, des travailleurs d'hôtel, de parc et de snack ainsi que des propriétaires d'établissements de tourisme (hôtel, snack, agence de voyage). Il est utile de mentionner que nous avons conservé les données sous leur forme qualitative.

De ces interviews il est ressorti à la suite de l'analyse en guise de synthèse les résultats suivants par type d'activité créative :

#### ✓ Le sport :

Le choix d'investissement dans l'industrie sportive reste la recherche du profit pour les promoteurs d'école de formation et d'emploi source de revenus pour les jeunes sportifs. Les structures sportives au Cameroun sont généralement des entreprises privées familiales de petite taille qui se présentent sous la forme d'association agréée auprès du ministère des sports ; On en dénombre beaucoup plus exerçant dans l'informel que dans le formel. Le sport au Cameroun contribue au développement des autres activités créatrices à savoir la musique et le tourisme ; En effet le spectacle sportif est généralement corrélé avec les événements musicaux et l'attrait des touristes au Cameroun. En général les propriétaires et responsables d'école de formation et de club ont généralement un faible niveau d'instruction. Les jeunes sportifs interviewés affirment recevoir des formations spécifiques pendant qu'ils sont en activités. Les personnes enquêtées expriment en général le manque de structure d'orientation prenant en compte le sport dans les établissements d'enseignement et d'école de formation publique. Il ressort également de notre enquête que l'industrie sportive au Cameroun est dominée par une main d'œuvre domestique.

#### ✓ La musique :

De l'enquête il ressort que le choix d'investissement dans l'industrie musicale est la recherche du profit et l'amour pour le métier. En dehors des orchestres qui sont le plus souvent des entreprises publiques, les entreprises musicales sont généralement des entreprises privées familiales de petites tailles exerçantes dans l'informel. L'enquête révèle en outre que la musique contribue au développement des activités sportives et touristiques. Les musiciens et propriétaire d'entreprise musicale ont généralement à la base un faible niveau d'instruction ; Cependant ils affirment recevoir des formations spécifiques à leurs activités tout au long de leur carrière. Le principal problème soulevé quant à l'appui de l'Etat à la musique à travers le

système éducatif national reste l'absence d'établissement public de formation professionnelle orienté vers la musique. Enfin l'enquête révèle que l'industrie musicale au Cameroun est dominée par la main d'œuvre domestique.

✓ Le tourisme :

Selon cette petite enquête, les agents économiques investissent généralement dans l'industrie touristique pour des raisons de recherche de profit uniquement. Ils sont généralement constitués en petites entreprises privés exerçant en majeure partie dans le secteur informel. Le tourisme, le sport et la musique ne sont pas incompatibles selon l'enquête ; En effet le tourisme permet de développer le sport et la musique au Cameroun en constituant une source non négligeable de clients de ces activités. Les acteurs du secteur touristique Camerounais sont généralement d'un niveau d'instruction de base moyen ; De plus les personnes interviewées affirment recevoir des formations spécifiques à l'activité touristique pendant leur activité. L'Etat est bien présent du point de vue éducatif à travers des structures de formation professionnelle orientés vers les professions du tourisme sur toute l'étendue du territoire Camerounais. Enfin l'enquête révèle que l'industrie touristique au Cameroun est dominée par une main d'œuvre domestique.

Sur la base de cette enquête qualitative qui complète l'analyse quantitative précédemment faite, l'on peut présenter avec plus de clarté l'aspect multidimensionnel de l'impact sur l'économie Camerounaise des activités créatives. En effet il ressort de cette analyse qu'il existe des liens entre ces activités et la planification urbaine, la migration, les classes sociales, la technologie, le tourisme, la protection sociale et l'éducation. L'on a constaté que la migration et le tourisme est un potentiel énorme de contribution à la création de l'emploi via la croissance des revenus à travers les transferts et les dépenses des étrangers sur le territoire national. De même le développement technologique, l'éducation et la formation professionnelle orientée vers le développement des compétences de l'industrie créative au Cameroun en offrant une main d'œuvre qualifiée et jeune peut contribuer à consolider et maintenir le développement des activités créatives et partant la croissance économique. Le développement des activités créatives au Cameroun en se constituant en élément d'occupation des jeunes, peut contribuer à leur protection sociale. Les activités créatrices au Cameroun nécessitant à la base beaucoup plus un esprit créatif qu'autre chose a ainsi la particularité d'être accessible par les jeunes de toutes les classes sociales.

Ainsi les activités créatrices au Cameroun prises dans leurs aspects multidimensionnels peuvent contribuer considérablement à la réduction du chômage des jeunes.

## **CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE**

Le chômage des jeunes de 17 à 40 ans au Cameroun est un phénomène très accentué au Cameroun surtout en milieu urbain. Les villes principales du Cameroun, Yaoundé et Douala connaissent les niveaux de chômage et de sous emploi des jeunes les plus élevés. Les diplômés de l'enseignement supérieurs étant par ailleurs les plus touchés. Ces jeunes ont une plus grande préférence pour l'emploi salarié et ne sont pas prêt à accepter n'importe quel type d'emplois, ce qui tend à accroître la pression. Face à l'impuissance des secteurs d'activités

classiques pour résorber ce chômage jusqu'ici, le gouvernement devra trouver les incitations appropriées pour que le secteur des activités créatives lui emboîte le pas. De notre analyse il ressort que l'industrie créative est une source d'emploi sûre pour les jeunes au Cameroun et pourrait donc être constituée en une arme de résorptions de ce chômage, les industries traditionnelles ayant jusqu'ici moins de succès dans ce domaine. En effet notre analyse montre spécifiquement que le Cameroun devrait compter sur les activités créatives en général ainsi que sur le sport, le tourisme et la musique en particulier comme source d'emploi pour les jeunes.

Le défi pour les décideurs (Etats et entreprises créatives) est de coordonner un ensemble d'activités qui maximisent le potentiel de l'industrie créative puisqu'il ressort de notre analyse que c'est un secteur qui crée des emplois et est capable d'en créer encore plus pour le plus grand nombre de jeunes talentueux. Les politiques gouvernementales pour l'expansion de l'industrie créative au Cameroun qui existent déjà doivent donc être renforcées. Ainsi, en tenant compte des résultats de l'analyse, pour résorber le chômage et le sous emploi des jeunes au Cameroun à travers le développement des activités créatrices, les besoins et priorités d'actions suivant deux axes stratégiques sont les suivantes :

➤ ***Au niveau macro (Politiques macro pour le développement des activités créatives):***

- ✓ Adapter le système bancaire et économique à l'investissement dans les activités créatives : l'encouragement à la gestion des structures ou richesses passe par une politique d'assistance bancaire cohérente ; De même cette assistance doit être accordée à ceux qui donnent des garanties de professionnalisme ;
- ✓ Renforcer les initiatives collectives avec les potentiels bailleurs de fonds internationaux pour la définition des bonnes pratiques pour le développement de l'industrie créative ;
- ✓ Créer et animer une plate forme de dialogue avec les gouvernements et autres acteurs décisifs dans le processus ;
- ✓ Soutenir l'amélioration d'un environnement réglementaire et juridique propice ; Mettre sur pied un système stratégique et des mécanismes de gestion efficace des droits de propriété intellectuelle spécifiques à l'industrie créative pour assurer la survie des acteurs dans le marché en leur offrant une protection adéquate de la violation du droit d'auteur. Sans cette protection les entrepreneurs créatifs seraient à la merci de l'exploitation, la piraterie, contrebande, la contrefaçon et d'autres formes de contrefaçon, tels que la radiodiffusion sans licence ;
- ✓ Développer des politiques d'attrait des ressources financières suffisantes afin de couvrir le coût de production et développer une compétitivité mondiale;
- ✓ Développer et maintenir une planification stratégique qui tend à éliminer les contraintes et pesanteurs liées à l'absence d'apport financier.

➤ ***Au niveau micro (Soutient direct au développement des activités créatives):***

- ✓ Investir pour promouvoir l'entrepreneuriat et l'employabilité des jeunes dans les activités créatives en développant des formations spécifiques et en offrant des stages de qualification professionnelle ;

- ✓ Développer la réglementation sur le développement des activités créatives et réduire le gap entre les lois et leur application ;
- ✓ Faciliter les interconnexions entre les différents centres créatifs en développant les voies de communication à travers l'investissement dans les infrastructures de transports routiers, ferroviaires, naval et aérien nationaux et internationaux ;
- ✓ Concourir au renforcement des capacités des acteurs ; Développer le professionnalisme en investissant dans l'innovation et / ou la recherche et développement ou spécifiquement en investissant dans le capital humain et créatif. Ceci passe par la création d'institutions de formation ainsi que des mécanismes de soutien aux jeunes artistes et aux entrepreneurs créatifs ;
- ✓ Mettre sur pied des initiatives qui visent à sensibiliser les talents créatifs locaux pour la consolidation d'un secteur durable basé sur des carrières durables.

Comme nous l'avons montré, à l'heure actuelle l'industrie créative au Cameroun ne remplit pas son potentiel qui est très élevé et constitue ainsi un vivier d'emploi du talent des jeunes ; Les analyses qualitatives et quantitatives mettent en avant le potentiel élevé de création d'emplois pour les jeunes et positionne le développement des activités créatives comme une priorité stratégique majeure au Cameroun. La balle est donc dans le camp de l'Etat Camerounais qui devrait accorder une place importante à l'appui au développement de l'industrie créative dans son programme de développement économique, social et culturel.

## ANNEXE 1 : Tableaux

Tableau 1: Catégories des biens créatifs.

Catégorie	Sous groupe
Audio visuel	Film
	Jeux
	Ordinateur
Design	Architecture
	Mode
	Jouets
Art musical	Musique (CD, cassettes)
	Musique imprimée
Art visuel	Peinture
	Photographie
	Sculpture
Publication	Livres
	Journaux
	Autres imprimables
Nouveaux médias	Médias enregistrés
	Jeux vidéo

Source : construction de l'auteur sur la base d'une enquête.

Tableau 2: Evolution contribution sectorielles au PIB.

	2008	2009	2010	2011	2012
<b>SECTEUR PRIMAIRE</b>	<b>5,3</b>	<b>3,0</b>	<b>4,2</b>	<b>4,8</b>	<b>5,1</b>
Agriculture des produits vivriers	6,6	4,7	4,8	5,1	5,2
Agriculture industrielle et d'exportation	1,8	2,6	3,6	4,5	4,6
Elevage, chasse	2,7	3,8	4,1	4,1	4,4
Pêche	2,7	2,5	2,5	2,5	3,0
Sylviculture et exploitation forestière	3,8	-10,0	0,0	5,0	4,5
<b>SECTEUR SECONDAIRE</b>	<b>0,6</b>	<b>0,6</b>	<b>1,0</b>	<b>5,6</b>	<b>5,5</b>
Industrie extractive	-1,8	-9,8	-10,0	12,5	9,4
Dont : Hydrocarbure	-1,8	-10,2	-10,4	13,0	9,8
Industrie Agro-alimentaires	2,1	2,9	2,5	2,8	3,2
Autres industries manufacturières	2,8	2,4	3,8	4,1	4,7
Electricité, gaz et eau	5,6	2,0	3,0	3,5	4,0
BTP	-8,2	11,3	6,5	7,5	7,6
<b>SECTEUR TERTIAIRE</b>	<b>2,6</b>	<b>3,1</b>	<b>3,8</b>	<b>4,4</b>	<b>5,4</b>
Commerce, restaurants et hôtels	<b>0,8</b>	<b>2,9</b>	<b>3,7</b>	<b>3,8</b>	<b>5,2</b>
Transports, entrepôts, communications	8,6	3,3	4,9	5,7	6,4
Banques et organismes financiers	7,2	5,9	4,7	4,0	5,3
Autres services marchands	<b>-1,7</b>	<b>3,1</b>	<b>3,8</b>	<b>5,8</b>	<b>6,8</b>
SIFIM (Serv. D'intermé. Indirect. Mesurés)	6,3	5,6	4,6	6,0	6,9
Services non marchands des APU	4,2	2,8	2,4	3,2	3,6
Autres services non marchands	4,3	4,2	4,7	5,2	4,6
PIB aux coûts des facteurs	2,6	2,4	3,1	4,8	5,3
PIB	2,9	2,4	3,1	4,8	5,3

Source : Extrait du DSCE (2009).

**Tableau 3:** Allocation des ressources par secteurs d'activités.

Les parts programmées	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Education	15,5	15,8	15,9	16,2	16,2	16,8
Santé	4,9	5,0	5,0	5,8	6,2	6,8
Développement social et emploi	1,0	1,0	1,2	1,4	1,4	1,5
Culture, sports et loisirs	1,4	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
Production	4,4	4,4	4,4	5,6	5,5	5,9
Dont grands projets				0,1	0,1	0,2
Infrastructures productives	11,1	13,5	13,5	15,4	16,1	16,1
Dont grands projets				0,5	0,5	0,7
Administration générale et financière	6,1	5,9	6,0	6,0	6,1	6,1
Défense et sécurité	8,8	9,5	9,5	9,5	9,5	9,6
Souveraineté	5,4	6,1	6,1	6,1	6,1	6,2
Autres dépenses	41,4	37,1	36,7	32,4	31,2	29,3
Total	100	100	100	100	100	100

Source : Extrait du DSCE (2009).

**Tableau 4 :** Description de l'échantillon par strates.

	Homme		Femme		Totaux
	Propriétaire	Employé	Propriétaire	Employé	
<b>Yaoundé</b>	2	2	2	2	8
<b>Douala</b>	2	2	2	2	8
<b>Totaux</b>	4	4	4	4	16

Source : Calculs de l'auteur.

**Tableau 5 :** Grandes lignes du questionnaire administré.

<b>1.</b>	<b>Principales motivations d'exercice dans l'activité créatrice ;</b>
<b>2.</b>	Statut juridique et / ou formel de l'entreprise ;
<b>3.</b>	Taille de l'entreprise (en termes de main-d'œuvre) ;
<b>4.</b>	Dans quelle mesure l'activité créatrice concernée s'appuie sur et / ou apporte sa contribution à d'autres activités créatives ?
<b>5.</b>	Niveau de scolarité et domaine d'éducation de la personne interrogée ;
<b>6.</b>	Y'a-t-il eu des formations avant / pendant le travail en cours?
<b>6.1</b>	<i>Si oui, est-ce une formation spécifique à ce secteur de l'activité créative?</i>
<b>7.</b>	Y'a-t-il adéquation entre le niveau d'éducation et le travail en cours ?
<b>8.</b>	Manquements du système éducatif national pour la production d'une force de travail plus créative ;
<b>9.</b>	Est-ce que le secteur est exposé à la concurrence / main-d'œuvre étrangère? est-il dominé par la main d'œuvre domestique?
<b>10.</b>	Le gouvernement met-il en œuvre les politiques nécessaires et efficaces pour soutenir cette activité / secteur?

Source : Calculs de l'auteur.

**ANNEXE 2 : Matrice de Comptabilité Sociale du Cameroun.**

**Tableau 5: MCS du Cameroun (en million de Fcfa).**

Comptes	Codes	Autre produits	Services d'informations et de communications	Autres services + Correction territoriale	Branches	Facteurs		Secteurs institutionnels (opérations courantes)						Secteurs institutionnels (Opérations en capital)				Financier	RDM	Total	
						capital	travail	Taxes	Salaire APU	Autre APU	ISBL	Sctés	ménages	APU	ISBL	sctés	ménages				
						5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16				
Autre produits	1	2 085 251	0	0	7 015 544					900 279			7 094 498	325 145	21 179	1 249 703	633 483		2 106 379	22 431 461	
Services d'informations et de communications	2	0	0	0	222 088					0			198 093	0	0	0	0	3 339	29 526	453 046	
Autres services + Correction territoriale	3	0	0	0	140 013					105	59 896		304 052	0	0	0	0	-1	123 360	627 425	
Branches	4	16 381 668	402 601	502 941																17 287 210	
Facteurs	capital	5			7 596 672															7 596 672	
	travail	6			2 278 603														5 201	2 283 804	
Secteurs institutionnels (opérations courantes)	Taxes	7	699 065	25 608	2 307	34 290						230 680	112 540							1 104 490	
	Salaire APU (Administration Publique)	8						487 753												487 753	
	Autre APU	9				163 854		1 104 490		63 855		412 039	91 390							26 500	1 862 128
	ISBL (Instituts sans But Lucratif)	10	59 896			43 222					1 311		149	277 552						112 048	494 178
	sctés	11				1 864 152					17 025	802	128 484	23 482						60 320	2 094 265
	ménages	12				5 525 444	1 777 079		487 753	303 491	396 506	264 537	565 403							44 154	9 364 367
Secteurs institutionnels (Opérations en capital)	APU	13								486 516				4 575				346 838	92 057	929 986	
	ISBL	14									1 673			4 701					15 456	21 830	
	sctés	15										807 749		2 079				1 845 392		2 655 220	
	ménages	16											686 303	10				-9 804	137	676 646	
Financier	17	3 338												593 476	579	1 405 517	43 080		1 199 660	3 245 650	
RDM	18	2 202 243	24 837	122 177			18 972			89 546	35 301	250 627	11 054		72		83	1 059 886	247 269	4 062 067	
<b>Total</b>		<b>22 431 461</b>	<b>453 046</b>	<b>627 425</b>	<b>17 287 210</b>	<b>7 596 672</b>	<b>2 283 804</b>	<b>1 104 490</b>	<b>487 753</b>	<b>1 862 128</b>	<b>494 178</b>	<b>2 094 265</b>	<b>9 364 367</b>	<b>929 986</b>	<b>21 830</b>	<b>2 655 220</b>	<b>676 646</b>	<b>3 245 650</b>	<b>4 062 067</b>	<b>77 678 198</b>	
<b>Total emploi</b>		<b>21 431 461</b>	<b>453 046</b>	<b>627 425</b>	<b>17 287 210</b>	<b>7 596 672</b>	<b>2 283 804</b>	<b>1 104 490</b>	<b>487 753</b>	<b>1 862 128</b>	<b>494 178</b>	<b>2 094 265</b>	<b>9 364 367</b>	<b>929 986</b>	<b>21 830</b>	<b>2 655 220</b>	<b>676 646</b>	<b>3 245 650</b>	<b>4 062 067</b>		
<b>Total ressources</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		

Source : Calculs de l'auteur sur la base des comptes nationaux définitifs de 2005 disponibles à l'INS. (NB : Le label est contenu dans le texte).

## Bibliographie

- 1) ADE (2010), « *Elaboration de la stratégie de compétitivité de l'économie Camerounaise* », Rapport final, Août 2010, Cameroun ;
- 2) BIT (2009), « *Guide sur les nouveaux indicateurs d'emploi des objectifs du millénaire pour le développement* », Genève ;
- 3) BIT (2012), « *La crise de l'emploi des jeunes : appel à l'action* », Résolution des conclusions de la 101<sup>ème</sup> session de la Conférence Internationale du Travail, Genève, 2012 ;
- 4) Camors et al. (2006), « *Les Industries Culturelles En Ile-De-France* ». Paris: Iaurif (Institut d'aménagement et d'urbanisme de la Région Ile-de-France), 2006.
- 5) EDSC (1991, 1998, 2004), « *Enquête démographique et de santé du Cameroun* » ;
- 6) Greffe et al. (2006), « *Les Nouvelles Entreprises Culturelles: Caractères, Dynamiques Et Regroupements* ». Création Et Diversité Au Miroir Des Industries Culturelles. Ed. Xavier Greffe. Paris: La Documentation française, 2006. 153-92.
- 7) INS (1996, 2001, 2007), « *Première, deuxième, troisième enquête Camerounaise auprès de ménages (ECAM I, II, III)* », Rapport final, Cameroun ;
- 8) INS (2006, 2011), « *Rapport principal de la première et la deuxième Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel (EESI 1, 2)* », Phase 1 : Enquête sur l'emploi. Cameroun ;
- 9) INS (2008), « *Conditions de vie des populations et profil de pauvreté au Cameroun, troisième Enquête Camerounaise auprès de Ménages* », Cameroun ;
- 10) INS (2008), « *Rapport national du progrès des OMD au Cameroun* », Cameroun ;
- 11) INS (2008), « *Rapport national sur le travail des enfants* », Cameroun ;
- 12) Lacroix, C. (2009), « *Statistiques De La Culture. Chiffres Clés 2009* ». Paris: Ministère de la Culture et de la Communication, La Documentation Française, 2009.
- 13) Liefoghe, C. (2009), « *La Créativité: Une Ressource Pour Le Développement Économique D'une Région De Tradition Industrielle?* », Entre projets locaux de développement et globalisation de l'économie: quels équilibres pour les espaces régionaux? . Clermont-Ferrand, France: 46ème colloque de l'Association de Science Régionale de Langue Française, 2009.
- 14) Markusen, A. (2008), « *Les Artistes Au Coeur Du Développement Urbain: Une Approche Par Les Métiers* ». L'économie Culturelle Et Ses Territoires. Eds. Frédéric Leriche, et al. Toulouse: Presses Universitaires du Mirail, 2008. 217-30.
- 15) MINEPAT (2009), « *Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE)* », Cameroun ;
- 16) MINEPAT (2009), « *Tableau de bord de l'économie Camerounaise* », N°=02 / Second semestre 2009 ;
- 17) MINEPAT (2010), « *Les mesures de soutien à la balance courante du Cameroun* », Division des Analyses et des Politiques Economiques, *Etudes économiques*, N°=2, Juin 2010, Cameroun ;
- 18) MINEPAT / ACBF (2010), « *Guide pratique d'élaboration du cadrage macroéconomique et budgétaire du Cameroun* », Juin 2010, Cameroun ;
- 19) MINSEP (2010), « *Etats généraux du sport et de l'éducation physique* », Rapport général, Yaoundé 18-20 Novembre 2010 ;
- 20) OIT (Bureau sous régional pour l'Afrique centrale) (2002), « *Les indicateurs du marché du travail au Cameroun* » ;
- 21) Paris, T. (2008), « *De Mozart À Pixar: Quand La Créativité Devient Organisationnelle* », Mode de recherche.10 (2008): 3-15.
- 22) Sadoulet, E. et A., De Janvry (1995), « *Quantitative development policy analysis* ». *Baltimore and London, Md.*: J. Hopkins;